



First Peoples Justice Centre of Montreal

Press Release

February 24, 2020

The First Peoples Justice Center of Montreal (hereafter FPJCM) considers the use of violence in all its forms unacceptable and deplors the current situation related, directly or indirectly, to the conflict surrounding the rights of the Wet'suwet'en hereditary chiefs.

We accept as true that urban justice issues with respect to Indigenous peoples are of the injustice that they have experienced historically, including with respect to their ancestral territories, historic trauma, and violence against Indigenous women and girls.

Thus, the extent of the current conflict can be explained by the long history of repression or ignorance of governments against the demands for self-determination of Indigenous peoples. The FPJCM supports the current unity among Indigenous people in Canada and supports the recognition of traditional Indigenous rights in governance and justice.

In accordance with the mandate of the FPJCM which is to support, inform and empower indigenous peoples in matters of justice, we therefore call for a peaceful resolution of the conflict within a framework of Nation-to-Nations dialogue which will respect the inherent rights of the Wet ' suwet'en.

Shazie Phillips
Shazie Kanatiostha Phillips
Co-President

Marie-Claude André-Grégoire
Marie-Claude André-Grégoire
Co-President

Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal
Communiqué de presse



24 février 2020

Le Centre de Justice des premiers peuples de Montréal (ci-après CJPPM) juge inacceptable l'utilisation de la violence sous toutes ses formes et déplore la situation actuelle en lien de près ou de loin avec le conflit entourant les droits des chefs héréditaires Wet'suwet'en.

Nous soutenons que les questions de justice en milieu urbain quant aux peuples autochtones sont tributaires de l'injustice que ces derniers ont vécue historiquement, notamment à l'égard de leurs territoires ancestraux, de leur qualité de vie et de la violence accrue contre les femmes et les filles autochtones.

Ainsi, l'ampleur du conflit actuel s'explique par la longue histoire de répression ou d'ignorances des gouvernements à l'encontre des revendications d'autodétermination des peuples autochtones. Le CJPPM appuie l'unité actuelle entre les autochtones au Canada et soutient la reconnaissance des droits traditionnels autochtones en matière de gouvernance et de justice.

Conformément au mandat du CJPPM qui est de soutenir, d'informer et de responsabiliser les peuples autochtones en matière de justice, nous appelons donc à une résolution pacifique du conflit dans un cadre de dialogue de Nation à Nations qui respectera les droits inhérents des Wet'suwet'en.

Shazie Phillips
Shazie Kanatiostha Phillips
Co-Présidente

Marie-Claude André-Grégoire
Marie-Claude André-Grégoire
Co-Présidente